



« Études économiques de l'OCDE » sur la France

L'OCDE a publié en mars 2015 une étude sur la France. Celle-ci souligne notamment : « La France ne manque pas d'atouts (...) mais le PIB potentiel a ralenti en partie à cause de la crise, la reprise économique a été décevante et le chômage est à un niveau élevé et continue d'augmenter. Les finances publiques sont fragiles, avec un déficit chronique et un poids important des dépenses publiques, qui s'accompagne d'une fiscalité élevée et d'un endettement en hausse. L'importante complexité des systèmes et institutions souligne le besoin d'accélérer les efforts de simplification ». Les principales conclusions de l'étude peuvent se résumer comme suit : (1) Le défi le plus important est de réformer le marché du travail afin de promouvoir la création d'emploi ; (2) les dépenses publiques sont trop élevées ; (3) plusieurs faiblesses des marchés de produits nuisent aussi à la performance économique. Les principales recommandations de l'OCDE sont (1) de faire du marché du travail la priorité des réformes structurelles ; (2) de réduire le poids des dépenses publiques pour une fiscalité plus favorable à une croissance durable ; (3) de fournir un enseignement et une formation professionnels de qualité pour ceux qui en ont le plus besoin ; (4) d'améliorer la compétitivité de l'économie et l'environnement des entreprises.

Le rapport : http://www.keepeek.com/Digital-Asset-Management/oced/economics/etudes-economiques-de-l-ocde-france-2015_eco_surveys-fra-2015-fr#page1

INFORMATIONS BANCAIRES ET FINANCIÈRES GÉNÉRALES

Union européenne

1 – BCE – Déclaration introductive de la BCE

Le Conseil des gouverneurs de la BCE, lors de sa réunion du 15 avril 2015, a décidé de laisser inchangés ses taux d'intérêt directeurs. Par ailleurs, le Conseil est revenu sur les mesures de politique monétaire non conventionnelle : « (...) nous avons commencé à acheter, le 9 mars 2015, des titres en euros du secteur public dans le cadre de notre programme étendu d'achats d'actifs (...). Ces achats devraient être effectués jusque fin septembre 2016 et, en tout cas, jusqu'à ce que nous observions un ajustement durable de l'évolution de l'inflation conforme à notre objectif de taux inférieurs à, mais proches de 2 % à moyen terme. (...) La mise en œuvre de nos programmes d'achats d'actifs se déroule sans heurts, les volumes d'achats de titres étant conformes au chiffre annoncé de 60 milliards d'euros par mois. En outre, l'efficacité des mesures de politique monétaire que nous avons adoptées apparaît clairement. La situation sur les marchés financiers et le coût du financement externe pour le secteur privé se sont détendus nettement au cours des derniers mois et les conditions d'emprunt appliquées aux entreprises et aux ménages se sont sensiblement améliorées, la demande de crédits ayant augmenté. Dans les prochains mois, nous nous attacherons à mettre pleinement en œuvre les mesures de politique monétaire que nous avons prises. À travers ces mesures, nous contribuerons à une poursuite de l'amélioration des perspectives économiques, à une réduction de la sous-utilisation des capacités de production et à une reprise de la croissance de la monnaie et du crédit. (...) »

<https://www.ecb.europa.eu/press/pressconf/2015/html/is150415.fr.html>

2 - BCE – Compte-rendu de la réunion du Conseil des gouverneurs de la BCE

Comptes-rendus (traduits en français) des réunions de politique monétaire du Conseil des gouverneurs de la BCE qui se sont tenues à Francfort les 21 et 22 janvier et à Nicosie les 4 et 5 mars 2015.

https://www.banque-france.fr/fileadmin/user_upload/banque_de_france/Eurosysteme_et_international/cp-bce-compte-rendu-de-la-reunion-de-politique-monetaire-du-conseil-des-gouverneurs-20150219.pdf

https://www.banque-france.fr/fileadmin/user_upload/banque_de_france/Eurosysteme_et_international/CR-conseil-gouverneurs-reunion-politique-monetaire-02-04-2015.pdf

3 - Eurostat

Dans la zone euro (ZE19), le taux de chômage corrigé des variations saisonnières s'est établi à 11,3 % en février 2015, en baisse par rapport au taux de 11,4 % de janvier 2015 et à celui de 11,8 % de février 2014. Il s'agit du taux le plus faible enregistré dans la zone euro depuis mai 2012. Dans l'UE28, le taux de chômage s'est établi à 9,8 % en février 2015, en baisse par rapport au taux de 9,9 % de janvier 2015 et à celui de 10,5 % de février 2014. Il s'agit du taux le plus faible enregistré dans l'UE28 depuis septembre 2011. Ces chiffres sont publiés par Eurostat. L'office statistique de l'Union européenne estime qu'en février 2015, 23,887 millions d'hommes et de femmes étaient au chômage dans l'UE28, dont 18,204 millions dans la zone euro. Par rapport à janvier 2015, le nombre de chômeurs a diminué de 91 000 dans l'UE28 et de 49 000 dans la zone euro. Comparé à février 2014, le chômage a baissé de 1,547 million de personnes dans l'UE28 et de 643 000 dans la zone euro. Parmi les États membres, les taux de chômage les plus faibles en février 2015 ont été enregistrés en Allemagne (4,8 %) ainsi qu'en Autriche (5,3 %), et les plus élevés en Grèce (26,0 % en décembre 2014) et en Espagne (23,2 %).

Actualités législatives

Publications au Journal Officiel

Décret n° 2015-293 du 16 mars 2015 relatif à l'information du consommateur lors de l'offre d'un crédit renouvelable sur le lieu de vente ou en vente à distance

<http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000030361634&categorieLien=id>

Décret n° 2015-362 du 30 mars 2015 relatif aux obligations déclaratives des entreprises d'assurance et organismes assimilés

<http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000030419454&categorieLien=id>

ACTIVITÉS DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

Publication : « Evolutions monétaires au 31 décembre 2014 »

L'encours des crédits consentis à l'économie, qui totalise 2 782,7 millions d'euros, progresse à nouveau au cours du dernier trimestre 2014 (+1,8 %, soit 48,9 M€, après -0,6 % à fin septembre). Une croissance qui s'explique par la bonne tenue des crédits d'investissement et à l'habitat consentis aux entreprises qui affichent une hausse respective de 3,3 % (soit +28,1 M€) et 1,1 % (soit +17,6 M€) sur le trimestre. L'encours des crédits aux particuliers marque le pas pour la première fois depuis plus de dix ans avec une baisse de 0,6 %.

Les actifs financiers poursuivent leur croissance (3,0 %, soit 46,7 M€, après 0,5 % au trimestre précédent), portés par la forte augmentation des dépôts à vue (7,1 %, soit 52,6 M€).



Publication : «Tableau de bord économique de la Guyane»

Publié dans le cadre du partenariat Cerom, le tableau de bord économique de la Guyane apporte une vision synthétique et rapide de l'évolution conjoncturelle du département au travers d'une sélection d'indicateurs macroéconomiques. Cette publication a été réformée et regroupe désormais près de 40 indicateurs économiques régionaux réunis autour de six grands thèmes : les principaux indicateurs macroéconomiques, la consommation, l'investissement, l'analyse sectorielle, l'analyse financière et la vulnérabilité des acteurs économiques. Le tableau de bord, également disponible en version anglaise et portugaise, est accessible chaque trimestre pour la Guyane comme pour l'ensemble des DOM sur le site du partenariat CEROM : www.cerom-outremer.fr/cerom/.

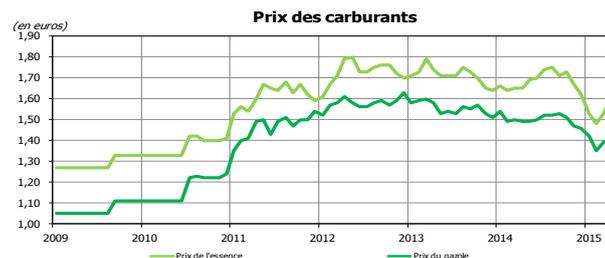


Toutes les publications de l'edom sont disponibles gratuitement sur le site www.iedom.fr/Guyane.

BRÈVES ÉCONOMIQUES ET FINANCIÈRES

Carburants

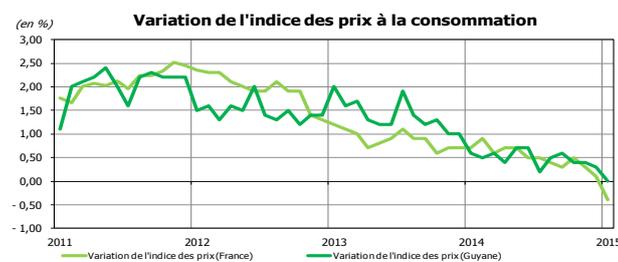
L'arrêté préfectoral fixe, à compter du 1^{er} avril 2015, le prix de vente au détail des carburants à 1,60 €/litre pour l'essence (+7 centimes) et 1,40 €/litre pour le gazole (+1 centime). Le prix de la bouteille de gaz s'établit à 19,87 € contre 19,91 € en janvier, soit une baisse de 4 centimes.



Source : Prefecture

Prix à la consommation

En février 2015, l'indice des prix à la consommation (IPC) baisse de 0,2 % après une diminution de 0,4 % en janvier. Ce nouveau repli résulte principalement de la baisse des prix des services et des produits manufacturés. Sur un an, les prix à la consommation reculent de 0,2 %, la baisse des prix de l'énergie (-5,7 %) et des produits manufacturés (-0,9 %) ayant permis de compenser la hausse de 1,0 % des prix des services. Sur le plan national, ainsi que dans les autres DOM hormis Mayotte, l'indice des prix enregistre une baisse générale : -0,6 % en Guadeloupe, -0,4 % en Martinique, -0,9 % à la Réunion. On constate une tendance inverse en Guadeloupe (+0,1 %), en Martinique (+0,4 %) et à Mayotte (+0,2 %), où les prix se maintiennent à la hausse.



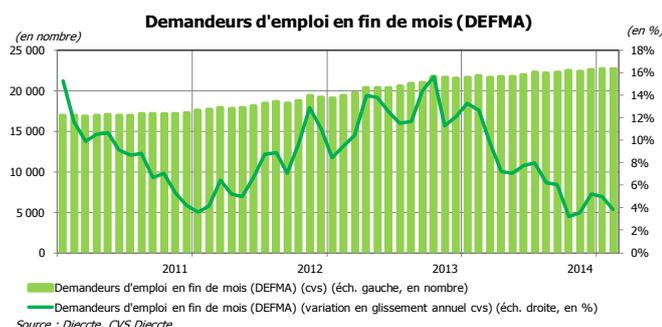
Source : Insee

Emploi

En février 2015, 22 679 (CVS) demandeurs d'emplois de catégorie A étaient inscrits à Pôle emploi, soit une légère baisse de 0,2 % (CVS) sur le mois et une augmentation de 3,8 % en glissement annuel (CVS).

Le nombre de chômeurs de longue durée (un an ou plus) augmente de 0,6 % sur l'année et de 10,2 % en glissement annuel, soit une variation légèrement supérieure à la moyenne nationale (+9,0 %).

Au 31 mars 2015, la CAF de la Guyane comptabilisait 18 635 bénéficiaires du RSA, représentant une augmentation de 2,9 % sur le mois et de 9,4 % sur l'année. Pour le même mois, 10 780 191 € ont été versés au titre du RSA (+15 % en glissement annuel).



Source : Dieccte, CVS Dieccte

Secteur de la construction

En mars 2015, les ventes de ciment (hors filer, bigbag, et liant) chutent à 5 635 tonnes (CVS) soit une diminution de 15,0 % (CVS) sur un mois et de 30,0 % (CVS) par rapport à mars 2014. Depuis la fin 2013, l'activité du BTP connaît un important ralentissement en raison notamment de la diminution de la commande publique, celle-ci représentant une part significative des marchés. L'ensemble de la filière s'en trouve fragilisée, des artisans aux grandes entreprises et le contexte actuel nourrit de nombreuses inquiétudes pour les prochaines années. Selon la dernière enquête de conjoncture (4^{ème} trimestre 2014), les entrepreneurs constatent une légère amélioration de leurs charges d'exploitation mais font état d'une nette aggravation des délais de paiement et de fait une trésorerie négative. Cette situation n'est pas de nature à rassurer les chefs d'entreprise qui prévoient une probable contraction de leur activité et de leurs projets d'investissements à venir. Néanmoins, la construction du nouveau pas de tir du Centre spatial guyanais ainsi que tous les aménagements prévus dans le cadre du nouveau lanceur Ariane 6 représentent notamment des perspectives plus favorables pour le secteur.

ACTUALITES REGIONALES

Brésil : Inflation et baisse des prévisions de croissance

Cinquième pays au monde par sa superficie et sa population, le Brésil, géant économique doté du 7^{ème} PIB mondial (2 213 milliards de dollars en cumulé sur 12 mois au 3^{ème} trimestre 2014), enregistre en mars 2015 une hausse de l'inflation. Selon les données de l'Institut brésilien de géographie et de statistiques, cette hausse des prix se situant à 8,1 % en glissement annuel, représente le niveau le plus élevé enregistré depuis 2003. Cette évolution s'explique principalement par le réajustement des prix de l'énergie électrique opéré par l'Aneel (Agence nationale d'Énergie électrique), en progression de 22,1 % en moyenne sur le mois pour couvrir l'achat d'énergie fournie par des centrales thermiques. Cette opération est responsable à elle seule de la moitié de l'évolution du taux d'inflation mensuel.

La Commission Economique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (Cepal) a révisé à la baisse sa projection pour l'économie brésilienne en 2015, passée d'une croissance de 1,3 % à une contraction de 0,9 %, principalement en raison de la faiblesse des investissements (notamment dans l'industrie touchée par une crise de compétitivité). Le pays se classe ainsi avant-dernier de la région (dont la prévision de croissance s'établit à 1 % en moyenne), devançant le Venezuela (-3,5 %). L'organisation s'accorde ainsi avec les prévisions du FMI, anticipant une récession de 1 % pour le Brésil en 2015.

Cette fragilité de l'activité économique brésilienne associée à la détérioration des équilibres macroéconomiques (le Brésil a affiché en 2014, son premier déficit commercial en treize ans) et des finances publiques, conduit l'agence de notation Fitch à revoir à la baisse la perspective de la note de crédit du Brésil (BBB) passée de « stable » à négative.

SUIVI INDICATEURS CHIFFRES

Les variations mensuelles et annuelles sont corrigées des variations saisonnières et de l'effet jours ouvrés (CVS-CJO)

		Sur le mois	Indicateurs	Données brutes	Var. mensuelle CVS	Var. sur un an CVS	Sources	
INDICATEURS MACROECONOMIQUES	PRIX	↓	Prix à la consommation (indice base 100 en 1998, avec tabac)	Févr-15 Avr-15	127,1 1,60	-[0,2%] -[3,0%]	Insee Préfecture/Dieccte	
		↓	Demandeurs d'emploi (DEFM A)	Févr-15	22 655	-[0,2%]	[3,8%]	Pôle emploi
	MARCHE DU TRAVAIL INDICATEURS SOCIAUX	↓	Nombre de bénéficiaires de l'allocation chômage	Déc-14	8 197	-[0,2%]	[4,3%]	Pôle Emploi
		↑	Nombre de bénéficiaires du RSA (1)	Mars-15	18 635	[2,9%]	[9,4%]	Caf
		↑	Prestations nettes versées (1)	Mars-15 Cumul	10,8 M€ 32,6 M€	[2,1%]	[15,0%] [15,6%]	Caf
	CONSOMMATION	↑	Importations de biens de consommation (BC) (3)	Févr-15 Cumul	13,5 M€ 24,6 M€	15,9%	20,3% 6,7%	Douanes
		↓	Ventes de véhicules neufs aux particuliers	Mars-15 Cumul	388 992	-9,8%	7,1% 8,8%	Somafi
	INVESTISSEMENT	↑	Importations de biens d'équipement (BE) (3)	Févr-15 Cumul	24,5 M€ 52,5 M€	11,1%	14,6% -20,6%	Douanes
		↓	Ventes de véhicules utilitaires	Mars-15 Cumul	80 202	-7,7%	-12,1% -11,5%	Somafi
	COMMERCE EXTERIEUR	↓	Exportations (3)	Févr-15 Cumul	7,8 M€ 15,4 M€	-5,3%	-75,4% -61,9%	Douanes
↑		Importations (3)	Févr-15 Cumul	90,2 M€ 173,0 M€	18,7%	23,8% -22,8%	Douanes	
INDICATEURS SECTORIELS	SPATIAL		Tirs effectués	Cumul à Févr-15	1 tir (1 Vega)		1 tir à Févr-14	Arianespace
			Satellites lancés	Cumul à Févr-15	1 satellite		2 satellites	
	BTP	↓	Ventes de ciment (hors filler, liant et big bag)	Mars-15 Cumul	5 932 tonnes 17 520 tonnes	-15,0%	-30,0% -18,6%	Ciments guyanais
		INDUSTRIE	↑	Exportations d'or en volume (3)	Févr-15 Cumul	111 kilos 122 kilos	n.s.	28,0% 50,1%
	↑		Exportations d'or en valeur (3)	Févr-15 Cumul	3,7 M€ 4,1 M€	15,1%	52,6% 34,6%	Douanes
	↓		Cours de l'once d'or	Févr-15	1 150,75 \$	-[8,0%]	-[11,5%]	London Bullion Market Assoc./AFD
	AGRICULTURE AGROALIMENTAIRE	↓	Exportations de crevettes (3)	Févr-15 Cumul	19 tonnes 47 tonnes	-89,1%	-84,1% -8,7%	Douanes
		↑	Exportations de poissons (3)	Févr-15 Cumul	79 tonnes 98 tonnes	16,1%	10,7% -0,6%	Douanes
	TOURISME	↓	Trafic de passagers (arrivées-départs-transits)	Janv-15 Cumul	34 706 34 706	-2,3%	5,5% 5,5%	CCIRG

[Données non CVS]

(1) Mise en place du RSA début 2011, remplaçant le RMI. Données non CVS compte tenu du nombre trop faible d'observations.

(2) Trop grand nombre de points atypiques concernant le riz.

(3) Données provisoires ; les résultats du commerce extérieur sont issus des statistiques douanières provisoires qui sont révisables pendant 2 ans.

Taux directeurs de la Banque centrale européenne

Taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement de l'Eurosystème	taux	date d'effet
Taux de la facilité de prêt marginal	0,05%	10/09/2014
Taux de la facilité de dépôt	0,30%	10/09/2014
	-0,20%	10/09/2014

Taux d'intérêt légal 1er semestre 2015 - JORF du 27/12/2014

Créances de personnes physiques (Hors besoins professionnels) :	4,06%	Livret A et bleu	1,00%	LDD	1,00%	LEP	1,50%	PEL*	2,00%	CEL*	0,75%
	Autres cas :	0,93%						* hors prime d'Etat			

Taux d'intérêt fin de mois - EONIA

Décembre	Janvier	Février	Mars	Taux d'intérêt fin de mois - EURIBOR			
0,1440%	0,0860%	0,0640%	0,0500%	1 mois	3 mois	6 mois	1 an
				-0,0150%	0,0190%	0,0870%	0,1980%

Taux moyen mensuel des emprunts d'Etat à long terme (TME)

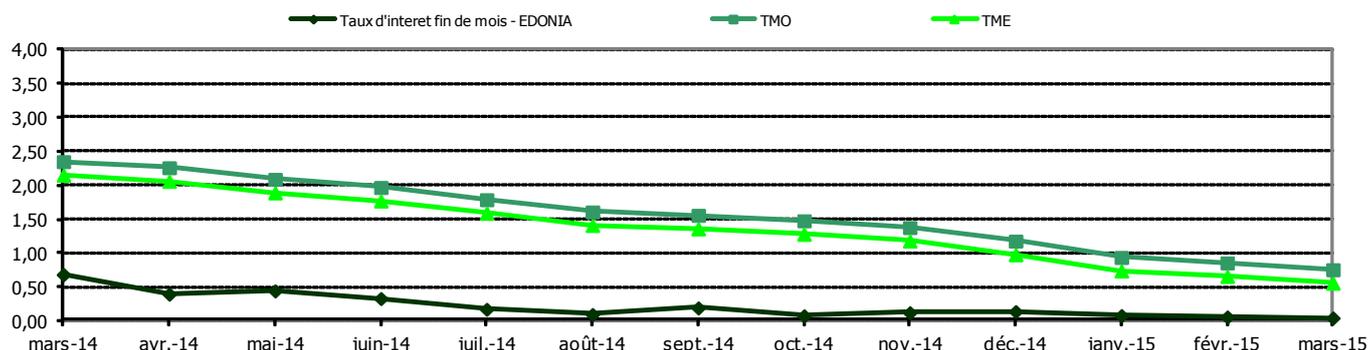
Décembre	Janvier	Février	Mars	Taux moyen mensuel des obligations d'Etat (TMO)			
0,98%	0,74%	0,66%	0,56%	Décembre	Janvier	Février	Mars
				1,18%	0,94%	0,86%	0,76%

Taux de l'usure (seuils applicables au 1^{er} avril 2015)

Crédits aux particuliers	Seuils de l'usure	Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielles, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	Seuils de l'usure
Prêts immobiliers			
Prêts à taux fixe	4,49%	Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament	7,57%
Prêts à taux variable	4,09%	Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux variable	3,01%
Prêts-relais	4,73%	Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux fixe	3,76%
Autres prêts		Découverts en compte	13,28%
Prêts d'un montant inférieur ou égal à 3 000 euros	20,23%	Autres prêts d'une durée initiale inférieure ou égale à deux ans	2,87%
Prêts d'un montant compris entre 3 000 euros et 6 000 euros	14,15%	Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs besoins professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	Seuils de l'usure
Prêts d'un montant supérieur à 6 000 euros	9,04%	Découverts en compte	13,28%

(1) Ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois

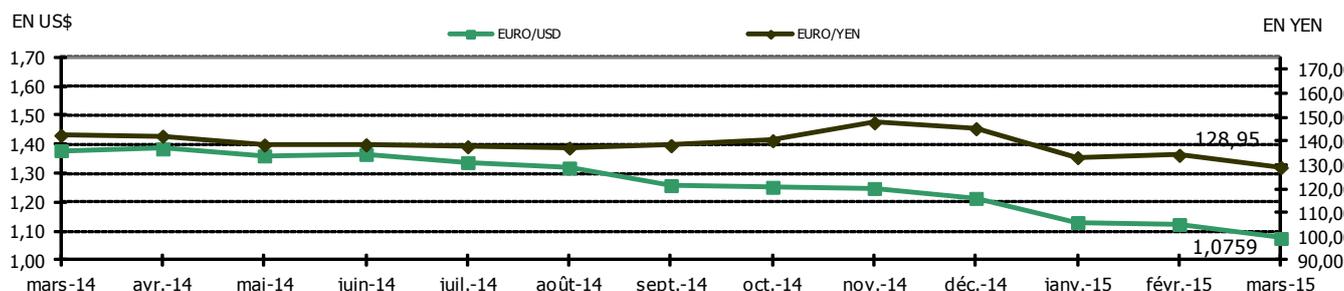
Taux des marchés monétaires et obligataires



Taux de change (dernier cours fin de mois)

EURO/USD (Etats-Unis)	1,0759	EURO/ZAR (Afrique du sud)	13,1324	EURO/SRD (Surinam)	3,5413
EURO/JPY (Japon)	128,9500	EURO/BWP (Botswana)	10,6831	EURO/ANG (Ant. Néerl.)	1,9209
EURO/CAD (Canada)	1,3738	EURO/SCR (Seychelles)	14,7568	EURO/DOP (Rép. Dom.)	47,9845
EURO/GBP (Grande-Bretagne)	0,7273	EURO/MUR (Maurice)	39,1259	EURO/BBD (La Barbade)	2,1463
EURO/SGD (Singapour)	1,4774	EURO/BRL (Brésil)	3,4958	EURO/TTD (Trinité et Tobago)	6,8392
EURO/HKD (Hong-Kong)	8,3422	EURO/VEF (Vénézuéla)	6,7522	EURO/XPF (COM Pacifique)	119,33170
EURO/MGA (Madagascar)	3176,4335	EURO/XCD (Dominique)	2,8975	EURO/FC (Comores)	491,96775

Evolution de l'euro sur 12 mois (dernier cours fin de mois)



Taux de conversion irrévocables pour les 17 pays de la zone euro

1 EURO =	40,3399 BEF	6,55957 FRF	40,3399 LUF	200,482 PTE	15,6466 EEK
	1,95583 DEM	0,787564 IEP	2,20371 NLG	5,94573 FIM	
	166,386 ESP	1936,27 ITL	13,7603 ATS	340,750 GRD	
	239,640 SIT	0,585274 CYP	0,429300 MTL	30,1260 SKK	